



# Assassiner l'espoir, par Slavoj Žižek

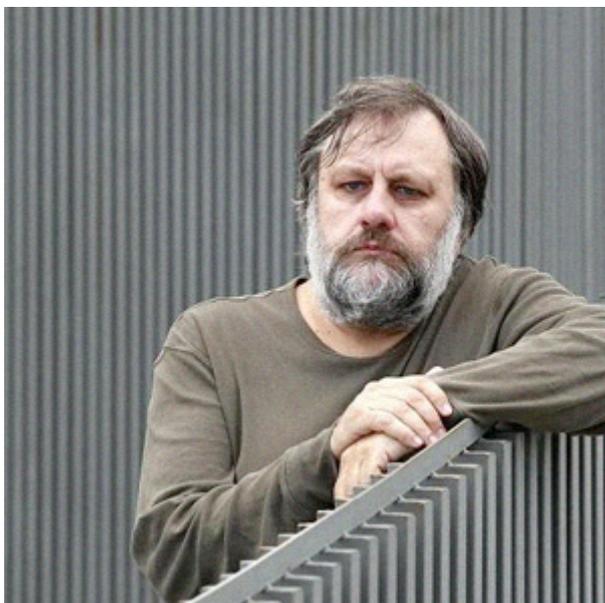
Ballast

26 avril 2015

---

« Je proclame mon respect profond pour Syriza et son combat. Sa persévérance même nous rend libres : tant que Syriza existe, nous savons tous qu'il nous reste encore une chance », *écrivait récemment le philosophe slovène. Il revient, dans ce texte que nous avons traduit (paru en anglais le 24 avril, sur le site Telesurtv), sur l'espoir que soulèvent les pourtant très modérés Syriza et Podemos et les coups de force de l'Union européenne, qu'il compare aux manœuvres nord-américaines contre l'Amérique latine, pour tenter d'y mettre au plus vite un terme.*

---



Un entretien que j'ai accordé il y a peu, d'abord publié au Mexique puis repris dans la presse latino-américaine, ainsi que dans *El País*, aurait donné lieu à une idée complètement erronée de mes positions par rapport à la récente tendance populiste des politiques radicales. S'il est évident que la Révolution bolivarienne au Venezuela mérite de nombreuses critiques, nous ne devrions pas oublier qu'elle fut victime d'une campagne contre-révolutionnaire fort bien orchestrée - et, plus particulièrement, d'une

longue guerre économique. La tactique n'est toutefois pas inédite. Quelques années auparavant, au début des années 1970, le conseiller américain à la sécurité nationale de l'époque, [Henry Kissinger](#), conseilla la CIA quant à la meilleure manière de déstabiliser le gouvernement démocratique du président [Salvador Allende](#), au Chili. Après une réunion



avec Kissinger et le président Nixon, le 15 septembre 1970, le directeur de la CIA de l'époque, [Richard Helms](#), écrit dans ses notes la succincte instruction suivante : « *Faites crier l'économie chilienne !* » Les pontes du gouvernement américain ont reconnu que la même procédure a actuellement cours au Venezuela.

**« Nous ne devrions pas oublier qu'elle fut victime d'une campagne contre-révolutionnaire fort bien orchestrée. »**

Il y a seulement quelques années de cela, l'ancien secrétaire d'État des États-Unis, [Lawrence Eagleburger](#), avait déclaré sur la chaîne Fox News que la relation entre le président [Hugo Chavez](#) et le peuple vénézuélien « *ne fonctionnera que si le peuple du Venezuela continue de voir dans son gouvernement la capacité d'améliorer ses conditions de vie. Si, à un moment donné, l'économie commence à aller mal, la popularité de Chavez commencera à décroître. Ce sont les armes que nous avons contre lui, et que nous devrions utiliser. C'est-à-dire les outils économiques pour faire que l'économie vénézuélienne empire, de façon à ce que l'influence du chavisme dans le pays et la région s'effondre... Tout ce que nous pouvons faire pour que l'économie vénézuélienne se trouve dans une situation difficile est une bonne chose ; mais il s'agit de le faire, si cela est évitable, sans entrer en confrontation directe avec le Venezuela.* »

Le moins que l'on puisse dire de ce type d'affirmations, c'est qu'elles confèrent de la crédibilité à l'argument selon lequel les difficultés économiques qu'affronte le gouvernement bolivarien ne sont pas seulement le résultat de son incompétence en matière de politique économique... C'est le point clé, politiquement parlant, que les libéraux ne peuvent encaisser : ici, nous ne sommes clairement pas face aux mécanismes et aux réactions de quelque marché aveugle (par exemple : les propriétaires de magasins qui essaient de faire des profits en retirant leurs produits de leurs rayons), mais bien, au contraire, face à des stratégies planifiées et pour le moins sophistiquées. Dans de telles conditions, cette sorte de terreur, c'est-à-dire de contre-mesures défensives (descentes de la police dans les entrepôts ou arrestations des spéculateurs et des fomentateurs des pénuries), n'est-elle pas pleinement justifiée ? Et, lorsque le 9 mars 2015, le président Obama a expédié un ordre exécutif pour faire du Venezuela une « *menace contre la sécurité nationale* » des États-Unis, cela ne donne-t-il pas le feu vert à ceux qui cherchent à abrégier le mandat du président [Maduro](#) ou à mener à bien un *coup d'État* [en français dans le texte] ? Dans un registre plus « civilisé », il se déroule exactement la même chose en Grèce.



(DR)

Nous sommes aujourd'hui sous la pression énorme de ce qui devrait s'appeler, sans gêne aucune, la « propagande ennemie ». Selon Alain Badiou, « *l'objet de la propagande ennemie n'est pas d'annihiler une force existante (fonction qui incombe en principe aux forces de police), mais bien d'annihiler une possibilité méconnue de la situation* ». Dit autrement, ils essaient d'*assassiner l'espoir* : cette propagande s'échine à faire passer l'idée, des plus résignées, que si le monde dans lequel nous vivons n'est pas le meilleur qui soit, il est en tout cas le moins pire – toute tentative de changement radical ne ferait qu'empirer les choses, en somme. C'est pour cela que toutes les formes de résistance, de Syriza en Grèce à Podemos en Espagne, en passant par les « populismes » latino-américains, doivent compter sur notre soutien le plus ferme. Cela ne signifie pas qu'il faille nous abstenir d'une sévère critique, entre nous, lorsque cela s'avère nécessaire, mais elle doit strictement se limiter à une critique interne, une critique entre alliés. Comme l'aurait dit Mao Tse Tung, cette critique tient des « *contradictions à l'intérieur du peuple* », et non des contradictions entre le peuple et ses ennemis.

**« Si les élections devaient se maintenir, par le plus grand des hasards, elles auraient vocation à confirmer le consensus des experts. »**

Pas à pas, un idéal émerge de la réaction de l'*establishment* européen à la victoire de Syriza. Le titre d'une tribune écrite par Gideon Rachman, et parue dans le *Financial Times* en décembre 2014, l'incarne parfaitement : « *Le maillon faible de l'Europe, ce sont les électeurs.* » Par conséquent, dans un monde idéal, l'Europe devrait se débarrasser de son « *maillon faible* » et laisser les experts s'emparer du pouvoir afin qu'ils puissent imposer, le plus directement possible, les politiques économiques nécessaires. Et si les élections devaient se maintenir, par le plus grand des hasards, elles auraient vocation à confirmer le consensus des experts. La perspective d'un résultat électoral « erroné »



provoque la panique des membres de l'*establishment* : dès que cette possibilité pointe à l'horizon, ils s'empressent de nous peindre une image apocalyptique de chaos social, de pauvreté et de violence. Et, comme toujours dans pareils cas, la *prosopopée* idéologique en fait son jus : les marchés commencent à parler comme s'ils étaient des personnes, exprimant leurs préoccupations à propos de ce qui pourrait se passer si les élections n'accouchaient pas d'un gouvernement à même, par son mandat, de poursuivre les programmes d'austérité fiscale et de réformes structurelles.

Récemment, les médias allemands ont traité le ministre grec des finances, [Yanis Varoufakis](#), de psychotique qui vivrait dans un monde différent du nôtre. Est-il pourtant si radical ? Ce qui suscite leur panique n'est pas tant la radicalité de Varoufakis que sa modestie pragmatique et raisonnable – ce n'est guère étonnant que quelques franges radicales de Syriza l'aient déjà accusé d'avoir capitulé face à l'Union européenne. Mais si l'on observe avec soin les propositions de Varoufakis, il est impossible de nier qu'il s'agit là des mesures que n'importe quel programme social-démocrate portait il y a quarante ans (le programme du gouvernement suédois, dans les années 1960, était bien plus radical). C'est un des signes de pauvreté de notre temps qu'il faille appartenir à la gauche radicale pour plaider des mesures similaires. C'est un symptôme de la sombre époque dans laquelle nous vivons, mais aussi une opportunité – que la gauche puisse occuper la place que la gauche modérée et centriste occupait lors des décennies antérieures.

Qu'arrivera-t-il si un gouvernement comme celui de Syriza échoue ? Les conséquences seront catastrophiques, non seulement pour la Grèce, mais pour l'Europe tout entière : cette éventuelle défaite donnerait encore plus de poids au point de vue pessimiste selon lequel le travail patient des réformes est condamné à échouer, et que le réformisme, bien plus que la révolution, constitue aujourd'hui la plus profonde des utopies. En définitive, cela confirmerait que nous nous rapprochons d'une ère de lutte bien plus radicale et violente.

---

Texte original : « A Brief Clarification about Populism », [www.teleturvtv.net](http://www.teleturvtv.net), 24 avril 2015.